

PROVINCES

provinces.union@sonapresse.com

Woleu-Ntem : le gouverneur en guerre contre les contrôles abusifs

À cet effet, Jules Djeki invite les chefs de forces de défense et de sécurité à démanteler les postes de contrôle jugés de trop.

E. EBANG MVE
Oyem/Gabon

À leur époque, l'ancien procureur général près la Cour d'appel judiciaire d'Oyem, Eddy Minang, et le gouverneur sortant Joël Ogouma, avaient tenté de réduire le nombre de postes de contrôle routiers dans le Septentrion. Mais sans y parvenir ! Le 5 janvier dernier, à la faveur

d'une réunion à son cabinet, l'actuel gouverneur, Jules Djeki, en a appelé, à son tour, à "la fin des comportements déviants des forces de défense et de sécurité sur tous les axes routiers du Woleu-Ntem". Y étaient conviés : la police, la gendarmerie, l'Armée de terre, la Direction générale des recherches (DGR), le B2, l'Oclad, la Documentation, les sapeurs-pompiers, la Sécurité pénitentiaire, le procureur de la République, le maire d'Oyem et le président du Conseil départemental du Woleu.

À cette occasion, l'autorité provinciale a attiré l'attention de ses hôtes sur le caractère sensible



Un camion bloqué à un poste de contrôle.

de la province, notamment la sécurité aux zones frontalières et à l'intérieur des cinq départements : Woleu, Ntem, Okano, Haut-Ntem et Haut-Como. "Il me revient en permanence un constat de certaines pratiques irrégulières et répréhensibles des forces de sécurité et de défense dans le Woleu-Ntem. Nous avons alors attiré l'attention de leurs hiérarchies res-

pectives afin que ces pratiques cessent dans les meilleurs délais", a précisé Jules Djeki. Lequel condamne ainsi "la multiplication des postes de contrôle. Car, il y en a un peu trop dans le Woleu-Ntem. Et l'expérience montre qu'il n'y a pas d'efficacité avec autant de postes fixes", a-t-il martelé. Non sans suggérer aux chefs des corps "la mise en place des postes mixtes et des

postes mobiles" pour atténuer les plaintes récurrentes des automobilistes, transporteurs de marchandises et autres usagers contre les rackets à des postes jugés de trop – une quarantaine selon eux – sur un linéaire de près de 300 km, allant des frontières Meyo-Kyè et Eboro (Bitam) jusqu'au village Miang, dans le département de l'Okano (Mitzi).

Les auxiliaires de commandement formés aux valeurs de paix

Photo: Christelle Ntsame



Formateurs et séminaristes posant pour la postérité.

Christelle NTSAME
Port-Gentil/Gabon

La mairie du 2^e arrondissement de Port-Gentil a organisé, en partenariat avec la Fédération pour la paix universelle, un séminaire de renforcement des capacités sur "les principes et les valeurs de paix". Une formation à l'intention des chefs de quartier, des sages et notables de la circonscription. La formation animée dans la salle de réunion de l'institution par Jean-Pierre Mbadinga Nzamba, ambassadeur FPU pour la paix, s'est déroulée en présence de Lavie Maganga Ndinga, magistrat, procureur adjoint au tribunal de Port-Gentil et de quelques responsables de l'administration déconcentrée. Juslin Iwangou Mouity, secrétaire général de la

FPU, a présenté la Fédération pour la paix universelle comme étant "une alliance internationale de personnes et d'organisations qui se consacrent à l'édification d'un monde de paix fondé sur les valeurs spirituelles et morales universelles, ainsi que des principes de bonne gouvernance". Lors de la cérémonie d'ouverture des travaux, Andrée Céline Mayilas, premier adjoint au maire, a indiqué que la thématique abordée arrive à point nommé "d'autant qu'aujourd'hui on assiste au déchirement et à la dislocation des familles et des nations parfois pour un rien". Pendant près d'une heure d'horloge, le conférencier a enseigné les notions nécessaires à l'activité, aux principes et aux valeurs de paix selon la conception de la FPU.

Production d'eau de Mandorové : les travaux d'aménagement avancent

René AKONE DZOPE
Port-Gentil/Gabon

LES travaux sur le renforcement des capacités de production d'eau se poursuivent, note-t-on, à pas de géant, à Mandorové, à environ 32 kilomètres au sud de Port-Gentil. L'initiative de la société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), apprend-on, inscrite dans le cadre du "Plan d'urgence 2020", a pour objectif d'améliorer la qualité de service dans la distribution d'eau et de l'électricité dans la capitale des capitaux. Chaque jour, les ouvriers s'activent sur le chantier afin d'être en phase avec le cahier de charges. Outre la sécurisation de la production consistant à remplacer les pompes de 600 m³/heure par deux pompes de 1 200 m³ par heure, permettant ainsi de doubler le débit de deux pompes



Photo: Julie Ngjimbé

Les travaux avancent à Mandorové.

sur trois, la SEEG s'intéresse à l'alimentation en électricité des installations de Mandorové. Le tout, pour un coût, indique-t-on, de 2 milliards de nos francs. Alain-Patrick Kouma, directeur général de la SEEG, était dernièrement sur le chantier à l'effet de constater de visu la réalisation des différents ouvrages. Il sait à quel point son aboutissement

heureux et rapide préoccupe les plus hautes autorités du pays, en tête desquelles le président de la République, Ali Bongo Ondimba, dans sa quête permanente d'améliorer les conditions de vie des populations. Peut-être s'achemine-t-on vers la fin de la diète observée dans plusieurs ménages en matière d'eau potable.